

# Appel à candidature Contrat Allocation Etudes (CAE)

Campagne 2025

# Contrat Allocation Etudes (CAE) – campagne 2025/2026

---

## 1. Objet de l'appel à candidature

Le Programme Régional de Santé 2023-2028 de l'Agence Régionale de Santé de Normandie publié en novembre 2023 prévoit comme l'une de ses priorités d'action de « renforcer l'offre de formation au plus près des territoires ainsi que l'attractivité des métiers de la santé et la fixation des professionnels dans les territoires » : il s'agit d'agir en faveur des futurs professionnels ; d'accompagner les installations ; de développer les nouvelles pratiques et les nouveaux métiers ; d'améliorer la QVT et de fidéliser les professionnels ; de promouvoir le travail entre pairs et la mixité d'exercice ; et de soutenir les soignants.

L'ARS Normandie, en déclinaison de ce PRS, et en partenariat avec ses partenaires institutionnels régionaux a rédigé une feuille de route dédiée à l'attractivité des métiers de la santé et du social. Cette feuille de route, actualisée en 2025, comporte six plans d'action :

- 1) Les nouveaux soignants (Information, orientation, valorisation des métiers auprès du public jeune et des salariés en reconversion) ;
- 2) Formation et parcours professionnels (adapter l'appareil de formation aux besoins, consolider les capacitaires, et développer les parcours professionnels) ;
- 3) Recrutement et fidélisation : faire évoluer les pratiques pour mieux attirer et maintenir en poste ;
- 4) Qualité de vie et des conditions de travail : faire baisser la sinistralité et favoriser le bien-être au travail ;
- 5) Santé et Sécurité : soutenir les soignants ;
- 6) Démographie médicale : faciliter la fixation de professionnels sur nos territoires.

En application du deuxième plan d'action de cette feuille de route, et pour la deuxième année consécutive, l'ARS Normandie souhaite donc mettre en place un appel à candidature afin de financer des Contrats d'Allocations Etudes (CAE).

Ce dispositif permet de fidéliser les étudiants inscrits dans les écoles ou les instituts de formation en santé normands relevant de métiers en tension, en leur fournissant une allocation pour la dernière année d'études, en contrepartie d'un engagement de servir 18 mois au sein d'un établissement ou service médico-social normand, co-signataire du CAE. Une convention entre l'établissement d'accueil de l'étudiant et l'étudiant sera donc conclue.

Pour cet appel à candidature, les étudiants concernés sont ceux en dernière année de formation en 2025/2026 qui obtiendront leur diplôme en 2026 (y compris les élèves diplômés en février).

Les objectifs de ce dispositif sont les suivants :

- Attirer des nouveaux diplômés dans des établissements subissant des tensions en ressources humaines et des difficultés majeures d'attractivité ;
- Lutter contre les tensions RH pour des professions particulièrement touchées sur le territoire normand ;
- Lutter contre la précarisation étudiante.

## 2. Etablissements pouvant bénéficier du dispositif

Les établissements ayant la possibilité de cosigner un Contrat d'Allocation Etudes sont les suivants :

- Etablissements sanitaires situés en Région Normandie (publics ou privés, lucratifs ou non) ;

- Etablissements médico sociaux sous compétence exclusive ou conjointe de l'ARS Normandie (privé à but lucratif ou non, public autonome ou hospitalier).

Les établissements devront fournir un état de leurs tensions en RH dans les métiers prévus, et notamment les effectifs par catégories professionnelle et la liste des postes non pourvus en N, N-1 et N-2.

### 3. Formations concernées par le dispositif

Ce dispositif concernera en 2025 les étudiants en écoles ou instituts de formation inscrits en dernière année des formations de :

#### **Pour les établissements sanitaires :**

- Diplôme d'Etat d'Infirmier (DEI) : la 3ème année
- Diplôme d'Etat de Sages-Femmes : la 5ème année
- Diplôme d'Etat de manipulateur d'électroradiologie médicale (DEMEM) : la 3ème année
- Diplôme d'Etat d'Aide-soignant (AS)
- Certificat de capacité d'orthophoniste : la 5ème année
- Certificat de capacité d'orthoptiste : la 3ème année

#### **Pour les établissements et services médico-sociaux :**

- Diplôme d'Etat d'Infirmier (DEI) : la 3ème année
- Diplôme d'Etat d'Aide-soignant (AS)
- Certificat de capacité d'orthophoniste : la 5ème année

Ce dispositif ne peut se cumuler avec les contrats d'apprentissage et ne se substitue pas à la politique de formation interne de l'établissement (promotion professionnelle, études promotionnelles). Ce dispositif ne permet donc pas de financer les formations d'agents ou de personnel figurant déjà dans les effectifs.

**Concernant les formations d'orthophonistes et d'orthoptistes, les étudiants qui s'engagent auprès d'un établissement peuvent le faire au titre d'un exercice salarié ou mixte (à condition d'exercer au moins 20% de leur temps de travail en établissement).**

### 4. Modalités de prise en charge financière 2025

L'Agence Régionale de Santé de Normandie prend en charge 50% du coût de l'allocation au moment de la signature du CAE pour les établissements sanitaires, et 75% pour les établissements médico-sociaux (y compris structures médico-sociales faisant partie d'un centre hospitalier). La partie restante sera financée par l'établissement recruteur.

Montant de l'allocation :

Diplômes concernés	Montant total de l'allocation	Participation de l'ARS	Participation de l'établissement
<b>Volet sanitaire</b>			
Infirmier(e)	7 000€ net	50 % soit 3 500€ net	50 % soit 3 500€ net
Sage-Femme	9 000€ net	50 % soit 4 500€ net	50 % soit 4 500€ net
Manipulateur d'électroradiologie médicale	7 000€ net	50 % soit 3 500€ net	50 % soit 3 500€ net

Aide Soignant	5 000€ net	50 % soit 2 500€ net	50 % soit 2 500€ net
Orthophoniste	9 000€ net	50 % soit 4 500€ net	50 % soit 4 500€ net
Othoptiste	7 000€ net	50 % soit 3 500€ net	50 % soit 3 500€ net
Volet médico-social			
Infirmier(e)	7 000€ net	75 % soit 5 250€ net	25 % soit 1 750€ net
Aide Soignant	5 000€ net	75 % soit 3 750€ net	25 % soit 1 250€ net
Orthophoniste	9 000€ net	75 % soit 6 750€ net	25 % soit 2 250€ net

L'allocation destinée aux étudiant(e)s est un montant net : l'indemnité versée dans le cadre d'un CAE est exonérée de toutes cotisations ou contributions sociales et ce en application de l'arrêté de la Cour de cassation (2e chambre civile) du 18/01/2006 (URSSAF de l'Oise c/ Société polyclinique Saint-Côme ([Cour de Cassation, Chambre civile 2, du 18 janvier 2006, 04-30.522, Publié au bulletin - Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](#)). La Cour a considéré qu'en l'absence de lien de subordination entre les étudiants et les établissements, cette indemnité n'a pas la nature d'une rémunération au sens de l'article L242-1 du code de la sécurité sociale.

L'allocation est versée aux étudiants en deux fois (en principe lors de la signature du CAE et lors de la signature du contrat de travail à hauteur de 50%) par les établissements. Les modalités de versement peuvent être modifiées par accord des parties et seront alors précisées de façon différente dans les contrats d'allocation d'études conclus entre l'établissement et l'étudiant

Le CAE est cumulable avec la rémunération ou le système de bourses financées par la Région Normandie. Le CAE, lorsqu'il n'est pas associé à l'exercice d'une activité professionnelle, est cumulable avec l'allocation de retour à l'emploi (ARE) de France Travail, mais pas avec la Rémunération de Fin de Formation (RFF) de France Travail versée pour la même formation.

Toutefois, le CAE est un dispositif non réglementé, par conséquent il appartient à l'étudiant qui bénéficie d'un autre dispositif financier de vérifier si ce dernier prend en compte ou non les ressources issues de l'allocation d'études dans les conditions d'éligibilité de ce dispositif.

#### 5. Engagement de l'établissement et de l'étudiant(e)

##### **Engagements de l'établissement :**

L'établissement signataire du Contrat d'allocation Etudes s'engage à recruter l'étudiant(e) cosignataire après obtention de son diplôme pour une durée de 18 mois minimum. L'étudiant reçoit, à la signature du Contrat d'allocation Etudes, la première partie de l'allocation.

L'établissement s'engage donc à :

- Démarcher auprès des instituts et étudiants pour identifier le ou les candidats ;
- Signer le Contrat d'Allocation Etudes avec l'étudiant(e) ;
- Accompagner l'étudiant(e) pendant son cursus (découverte des services, entretiens) ;
- Verser l'allocation prévue à l'étudiant(e) selon les modalités prévues ;
- Engager l'étudiant(e) après l'obtention de son diplôme selon la durée d'engagement prévue ;
- Informer l'Agence Régionale de Santé de Normandie dans le mois qui suit, tout changement de situation (rupture de la convention pendant les études, absences, redoublement, non-respect de l'engagement à rester dans l'établissement après la fin des études...);
- Dans le cas du non-respect de cette modalité, l'établissement devra rembourser à l'Agence Régionale de Santé la totalité des crédits versés ;

- Suspendre le CAE et décaler l'engagement de servir en cas de redoublement de l'étudiant à la suite de la non-obtention de son diplôme, sans qu'un nouveau versement au titre du CAE ne soit prévu pour cette nouvelle année d'études ;
- Reverser à l'Agence Régionale de Santé les crédits versés en cas de rupture des études de l'étudiant(e), de non-obtention du diplôme d'Etat sans redoublement ou de refus de prise de poste au sein de l'établissement recruteur et en cas de démission en cours d'engagement ;
- A ne pas racheter un contrat d'allocation d'études en cours avec un autre établissement.

Le non-respect de ces modalités pourrait entraîner l'exclusion de l'établissement du dispositif pour les prochaines campagnes et le remboursement de l'allocation.

### **Engagements de l'étudiant(e) :**

En contrepartie du versement de cette allocation, l'étudiant(e) cosignataire s'engage à se présenter à l'examen et à exercer au sein de cet établissement après obtention de son diplôme, selon les modalités suivantes :

- Si cet engagement s'effectue sur la base d'un temps plein, la durée de l'engagement est de 18 mois ;
- Si cet engagement s'effectue sur la base d'un temps partiel, la durée de l'engagement est prolongée au prorata du temps de travail prévu dans le contrat de travail ;  
Par exemple, un temps partiel à 50% entraîne un engagement de servir de 36 mois.

L'étudiant(e) s'engage à :

- Poursuivre ses études et à se présenter aux épreuves du diplôme d'état ;
- Travailler, après l'obtention de son diplôme, dans cet établissement durant au moins 18 mois à temps plein hors période d'absences pour des motifs autres que congés annuels et autorisation d'absence pour événement familiaux ; En cas d'engagement à temps partiel, la durée d'exercice sera prolongée au prorata du temps de travail prévu dans le contrat d'engagement ;
- Informer l'établissement de tout changement de situation ;
- Informer l'établissement en cas de non-obtention du diplôme et de redoublement, et reporter l'engagement de servir d'un an sans qu'un nouveau versement au titre du CAE ne soit prévu pour cette nouvelle année d'études ;
- Reverser la totalité de l'allocation perçue à l'établissement en cas de rupture des études, de non-obtention du diplôme d'Etat sans redoublement ou de refus de prise de poste au sein de l'établissement recruteur ;
- Reverser la somme perçue à l'établissement dans le cas où la durée de l'engagement de servir prévue n'est pas respectée.

A la fin de la durée d'engagement, lors de l'intégration dans l'établissement, l'établissement versera la seconde partie de l'allocation.

En cas de redoublement ou de suspension des études pour raisons médicales ou de maternité, la suspension de la subvention sera décidée. L'engagement de servir sera reporté le temps de la suspension ou du redoublement. Aucune allocation n'est due par l'établissement pour la nouvelle année d'études.

En cas de rupture pour inaptitude médicale constatée du contrat d'allocation études qui lie l'établissement à l'étudiant pendant les études, le remboursement de la première partie de l'allocation ne sera pas dû mais l'étudiant(e) ne pourra prétendre à recevoir la seconde partie de l'allocation. Tout autre motif de rupture entraînera le remboursement de la première partie de l'allocation.

En cas de refus de prise de poste après obtention du diplôme ou non-respect de la durée d'engagement de servir, l'étudiant(e) est tenu de rembourser la totalité des sommes perçues. En cas de manquement

par l'étudiant(e) au règlement ou non obtention du diplôme, l'établissement pourra rompre son engagement par courrier recommandé avec accusé de réception et obtenir le remboursement de toute somme versée.

En cas de désistement de l'étudiant(e) avant le versement de l'allocation, il est possible de le remplacer par un autre candidat durant la période d'ouverture du portail de dépôt de dossier, sans pour autant pouvoir dépasser cette échéance.

## 6. Instruction et critères de sélection de l'appel à candidature

Les étudiants signataires de la convention doivent être inscrits dans un organisme/institut de formation normand en dernière année de l'un des diplômes susmentionnés. Ils doivent également résider en Normandie.

Les étudiants ayant déjà signé un contrat d'allocation études dans le cadre de leur formation actuelle avec un établissement de santé ne peuvent pas bénéficier de ce dispositif. Les étudiants déjà salariés ou agents de l'établissement concernés ne peuvent pas bénéficier de ce dispositif.

Les établissements signataires de la convention doivent compléter un dossier de candidature et joindre l'ensemble des pièces justificatives.

L'Agence Régionale de la Santé de Normandie, face au nombre de candidatures, pourra être amenée à réaliser un arbitrage des dossiers selon les critères de priorisation suivants :

- Tensions en ressources humaines (nombre de postes non pourvus par rapport aux effectifs en poste par catégorie professionnelle) ;
- Offre de formation rare dans le secteur géographique ;
- Pénurie des professionnels de santé concernés dans le secteur géographique ;
- Difficultés financières de l'établissement ;

Les établissements doivent déposer leur dossier de candidature avant le 30 septembre 2025 sur le site [www.stars-fir.fr](http://www.stars-fir.fr), en choisissant le cadre de financement « NOR\_DAMTN-RH\_AAC\_CAE\_2025 ». Chaque établissement ne peut faire qu'une seule demande de financement, le nombre d'étudiants concernés par la demande de financement n'étant pas limitée. Une aide à la saisie est transmise aux établissements.

Les dossiers de candidatures devront obligatoirement comporter les éléments suivants :

- Concernant l'étudiant(e) :
  - o Certificat de scolarité (avec précision qu'il/elle est en dernière année – sauf étudiant(e) AS) ;
- Concernant l'établissement :
  - o Dossier de candidature figurant en annexe.

Les dossiers seront examinés et financés sous réserve du respect des critères suivants :

- Complétude du dossier ;
- Respect de la date limite de dépôt ;
- Limite des crédits accordés dans le cadre du Fonds d'Intervention Régional (FIR).

## 7. Calendrier de l'appel à candidature

Publication de l'appel à candidature : janvier 2025

Date limite de dépôt des candidatures : 30 septembre 2025

Un bilan sera réalisé auprès des établissements ayant conclu un CAE afin de mesurer l'impact de ce dispositif. Les établissements s'engagent à répondre à l'enquête et à fournir toute pièce ou justificatif demandé.

# CONTRAT ALLOCATIONS ETUDES

## ENTRE LES SOUSSIGNES :

(Nom établissement)

Dont le siège social est situé à.....

Représenté par Madame/Monsieur....., en qualité de (titre) .....

D'une part,

Et

Madame/ Monsieur (Nom, Prénom) ....., demeurant ....., l'étudiant(e)/ élève à (Nom organisme de formation) .....

Ci-après désignée « l'étudiant(e)/élève »

D'autre part ;

Il est convenu ce qui suit :

### Article 1 – Objet du contrat

Le présent contrat fixe les droits et les obligations de Madame/ Monsieur (Nom, Prénom) ....., inscrit(e) en dernière année d'étude de (formation) ....., qui accepte sans exception ni réserve les termes du présent contrat. L'étudiant(e) s'engage à informer l'employeur de tout changement de situation en lien avec les dispositions du présent contrat.

### Article 2 – Nature et durée de l'engagement

Madame/Monsieur (Nom, Prénom) ..... s'engage à servir, après l'obtention de son diplôme de fin d'études, l'(Nom de l'établissement).

La durée de cet engagement sera de 18 mois à temps plein ou XXX mois à temps partiel calculé de la façon suivante : (nombre de mois x 100)/(pourcentage du temps partiel choisi).

Cette durée ne prend pas en compte la période d'absence pour des motifs autres que congés annuels et autorisation d'absence pour congés de maternité, d'adoption, de paternité ou de maladie, à compter de la date de son embauche en qualité de (fonction)

Un exemplaire du contrat lui sera remis au moment de sa signature.

### Article 3 – Montant de l'allocation d'études et modalités de versement

Madame/Monsieur (Nom, Prénom) bénéficiera d'une allocation d'un montant total de XXXXX euros net. (9 000 euros nets pour Sage-femme, 7 000 euros net pour Infirmiers, Manipulateur d'électrocardiographie médicale ou 5000 euros net pour Aide-soignant)

L'étudiant(e) perçoit 50% du montant total de l'allocation, soit XXXXX euros net, dès signature du présent contrat d'allocation d'études (subvention ARS versée à l'employeur).

A la fin de la formation l'étudiant(e) percevra 50% du montant total de l'allocation, soit XXXXX euros net.

Le versement de cette allocation s'effectue par virement bancaire sur le compte bancaire désigné par l'allocataire.

### Article 4 – Engagement de servir :

A l'obtention du diplôme de l'étudiant(e), l'établissement s'engage à le/la recruter dans les effectifs de son établissement, pour la durée définie à l'article 2 du présent contrat.

En cas de refus par l'étudiant(e)/élève diplômé(e) de prendre un poste au sein de l'établissement ou en cas de rupture anticipée de son engagement de servir, ce-tte dernier(e) devra rembourser la totalité des sommes perçues, accordées sous forme d'allocations d'études.

### Article 5 – Parcours professionnel

L'établissement s'engage à accompagner l'élève/l'étudiant(e) tout au long de l'année de formation via des entretiens réguliers, découverte du service, immersion ainsi que durant la durée d'engagement de servir (tutorat, parcours professionnels ...)

### Article 6 – Régime de protection sociale :

Madame/Monsieur (Nom, Prénom) ..... est soumis(e) au régime général des étudiants de l'organisme de formation ..... (Nom de l'organisme de formation)

## Article 7– Suspension de contrat

- Absences pour des motifs autres que congés annuels, autorisation d'absence pour évènements familiaux.
- Maladie, maternité

## Article 8 – Redoublement

L'engagement de servir est reporté le temps de l'année de redoublement.

Exceptionnellement, le directeur de la structure peut décider de verser une allocation d'études l'année du redoublement sur ses fonds propres, il n'y aura pas de nouvelle allocation versée par l'ARS. Dans ce cas l'engagement de servir peut-être modulée dans la limite de 12 mois maximum.

## Article 9 – Arrêt des études

En cas d'arrêt des études (abandon de la formation ou autre situation), l'étudiant est tenu de rembourser la totalité des sommes perçues, sauf pour inaptitude médicale ou physique ou non obtention du diplôme.

L'engagement de servir n'aura plus lieu.

## Article 10 - Rupture du contrat :

Par ailleurs l'établissement peut, pour des raisons exceptionnelles et notamment pour manquement au règlement, mettre fin au contrat de façon unilatérale après en avoir informé l'intéressé(e) par lettre recommandée avec accusé de réception, il y aura alors récupération de l'intégralité des sommes perçues par l'étudiant.

Dans le cas où l'étudiant(e) n'obtiendrait pas son diplôme de fin d'étude et qu'il(elle) ne souhaite pas redoubler son année, ce (cette) dernier(e) devra verser à l'établissement la totalité des sommes perçues pendant sa scolarité, accordées sous forme d'allocations d'études.

## Article 11 - non-respect de l'engagement de servir :

En cas de refus de la prise de poste après obtention du diplôme, ou non-respect de la durée de l'engagement de servir. L'étudiant est tenu de rembourser la totalité des sommes perçues.

## Article 12 – reprise de l'allocation :

Dans les situations stipulées aux articles 8,9 et 10, l'étudiant reverse le montant total de l'allocation reçue : 50% à l'employeur et 50% à l'ARS (via procédure de récupération d'ASP) ou 25% à l'employeur et 75% à l'ARS.

Fait à ....., le .....

### Le bénéficiaire

*Date et signature*

*La signature devra être précédée de la mention « Lu et approuvé »*

### Le/La Directrice/eur de l'établissement

.....



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



---

## ARS Normandie

Esplanade Claude Monet  
2 place Jean Nouzille  
CS 55035

14050 Caen Cedex 4

[www.normandie.ars.sante.fr](http://www.normandie.ars.sante.fr)

